

CIRCULAIRE COMMUNE 2007 - 6 -DRE

Paris, le 06/04/2007

Objet : Affiliation à l'Agirc et/ou à l'Arrco

Madame, Monsieur le directeur,

Les conditions générales d'assujettissement des salariés au régime général sont fixées à l'article L. 311-2 du code de la Sécurité sociale. Est visée toute personne rémunérée titulaire d'un contrat de travail, le lien de subordination juridique pouvant être recherché pour qualifier l'activité salariée en l'absence de contrat de travail.

Les salariés ainsi assujettis à titre obligatoire au régime général relèvent de plein droit du régime de l'Agirc et/ou de l'Arrco dans le cadre de leur champ professionnel, notamment du fait de la loi de généralisation du 29 décembre 1972 qui a posé le principe que tout salarié assujetti au régime général de la Sécurité sociale bénéficie d'une retraite complémentaire.

Des difficultés d'assujettissement pouvant apparaître au regard de l'article L. 311-2 pour différentes catégories de professions ou de statuts, le législateur, par l'article L. 311-3, a décidé d'assujettir certaines d'entre elles au régime général.

A cet égard, les Commissions paritaires ont rappelé que l'affiliation à l'Agirc et/ou à l'Arrco n'avait pas un caractère automatique pour les catégories visées à l'article L. 311-3 qui sont rattachées au régime général par des mesures législatives spécifiques.

La situation des catégories nouvelles visées à l'article L. 311-3 doit donc être présentée aux Commissions paritaires pour examen au regard de la retraite complémentaire.

Dans ce cadre, elles ont examiné les situations suivantes et pris les décisions figurant en italiques.

➔ **Bénéficiaires des contrats de volontariat associatif**

La loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 a créé le contrat de volontariat associatif.

Le titulaire d'un tel contrat est rattaché au régime général par insertion à l'article L. 311-3.

Le contrat de volontariat associatif organise une collaboration entre un organisme agréé (toute association de droit français ou toute fondation reconnue d'utilité publique) et une personne volontaire qui décide de s'investir dans une mission d'intérêt général pour une durée maximale de deux ans.

Le titulaire reçoit une indemnité mensuelle (montant actuel maximal de 634,80 €) qui n'est pas une rémunération au sens du code de la Sécurité sociale et qui est exonérée d'impôt sur le revenu ainsi que de cotisations et de contributions sociales pour la personne volontaire.

Le titulaire d'un tel contrat relève d'une affiliation au régime de l'Arrco. Les cotisations Arrco sont assises sur le montant de l'indemnité perçue et l'inscription de points de retraite n'est effectuée qu'en contrepartie des cotisations effectivement versées par l'organisme agréé.

La délibération 11 B est modifiée en conséquence.

➔ **Bénéficiaires des contrats d'appui au projet d'entreprise**

La loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique a institué le contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE). Le dispositif est entré en vigueur le 21 mai 2005 après parution du décret 2005-505 du 19 mai 2005 qui en précise les modalités d'application.

Le bénéficiaire du CAPE est rattaché au régime général par insertion à l'article L. 311-3.

Le CAPE est un contrat, d'une durée maximale d'un an renouvelable deux fois, par lequel une société ou association fournit à un porteur de projet un programme de préparation à la création ou la reprise d'entreprise et à la gestion d'une activité économique.

Pendant l'exécution du contrat, la structure accompagnatrice est tenue de verser les cotisations sociales : sur la base de la rémunération éventuellement prévue au contrat avant le début de l'activité économique et sur la base des recettes hors taxes perçues après immatriculation au CFE.

Compte tenu de leur statut particulier, les titulaires du CAPE ne relèvent pas d'une affiliation aux régimes Agirc et Arrco.

→ Fonctionnaires habilités à apporter leur concours scientifique à une entreprise

La loi n° 2006-450 du 18 avril 2006 autorise les fonctionnaires civils à apporter leur concours scientifique à une entreprise qui assure la valorisation de leurs travaux.

Au titre de ces activités, ces personnes sont rattachées au régime général par insertion à l'article L. 311-3, sauf pour celles se déclarant travailleurs indépendants en l'absence de lien de subordination.

Compte tenu de leur statut particulier, les intéressés ne relèvent pas d'une affiliation aux régimes Agirc et Arrco ; aucune cotisation ni patronale ni salariale ne doit être appelée.

Veillez agréer, Madame, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général

P.J.

MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION 11 B
PRISE POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

➤ La délibération 11 B intitulée : "Modalités d'affiliation particulières de certaines catégories de salariés" est complétée comme suit :

"Chapitre 6 – Bénéficiaires des contrats de volontariat associatif

Les bénéficiaires des contrats de volontariat associatif, visés par la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, doivent être affiliés à une institution relevant de l'ARRCO dans les conditions suivantes.

Les cotisations dues pour le compte des intéressés sont calculées sur la base de l'indemnité servie par l'organisme agréé pour ce type de contrat.

L'inscription de points est subordonnée au versement de cotisations".

Fait à Paris, le 20 mars 2007

Pour le MEDEF

Pour la CFDT

Pour la CGPME

Pour la CFE-CGC

Pour l'UPA

Pour la CFTC

Pour la CGTFO

Pour la CGT